

RAPPORT GLOBAL D'ALMA - SEPTEMBRE 2024

INTRODUCTION

En septembre dernier, les chefs d'État et de gouvernement de tous les États membres de l'ONU se sont retrouvés à New York pour convenir d'un pacte pour l'avenir. À six ans seulement de l'échéance courante des ODD en 2030, le pacte est certes, un appel pressant à l'action. Dans un monde encore sous le choc des retombées financières, économiques et sanitaires de la pandémie de COVID, terrassé par l'offensive annuelle de catastrophes imputables au changement climatique et en proie à l'instabilité suscitée par les conflits, les déplacements de populations et la migration, le moment était venu de restaurer la confiance et de démontrer le pouvoir de la coopération internationale.

En adoptant le pacte, les pays se sont engagés, entre autres, à remanier progressivement le financement des ODD et à combler les déficits, à réduire les disparités mondiales dans le domaine de la science, de la technologie et de l'innovation, à renforcer la participation des jeunes à l'échelle mondiale et nationale et à réaffirmer l'égalité des genres et l'avancement des femmes et des enfants, adoptant du reste un pacte numérique mondial.

PREMIER TEST

Le premier test de ce nouveau pacte mondial a eu lieu en octobre, à l'occasion des rencontres de la Banque mondiale et du FMI à Washington, axées sur les progrès et les ambitions pour l'avenir. La Banque mondiale s'est engagée à redoubler son soutien à l'agro-industrie et à porter son financement annuel à 9 milliards de dollars US à l'horizon 2030. Nous apprécions cet apport supplémentaire et nous demandons instamment à la Banque mondiale et aux pays d'intégrer le contrôle vectoriel dans leurs projets d'investissements agricoles.

Les pays de la région d'Afrique ont enregistré une augmentation des gîtes larvaires associée à l'agro-industrie et à l'irrigation à grande échelle. La multiplication des foyers de paludisme en est le résultat, avec la baisse de productivité qui s'ensuit du fait de la maladie. De simples mesures de contrôle vectoriel peuvent être intégrées aux programmes : interventions larvicides, IRS,

MEMBRES
Algérie
Angola
Bénin
Botswana
Burkina Faso
Burundi
Cameroun
République
centrafricaine
Cap-Vert
Tchad
Comores
République du
Congo
Côte d'Ivoire
République
démocratique du
Congo
Djibouti
Égypte
Guinée équatoriale
Érythrée
Eswatini
Éthiopie
Gabon
Ghana
Guinée
Guinée-Bissau
Kenya
Lesotho
Libéria
Libye
Madagascar
Malawi
Mali
Mauritanie
Maurice
Mozambique
Maroc
Namibie
Niger
Nigeria
Rwanda
République arabe
sahraouie
démocratique
São Tomé et
Príncipe
Sénégal
Seychelles
Sierra Leone
Somalie
Afrique du Sud
Soudan du Sud
Soudan
Gambie
Togo
Tunisie
Ouganda
République unie de
Tanzanie
Zambie
Zimbabwe

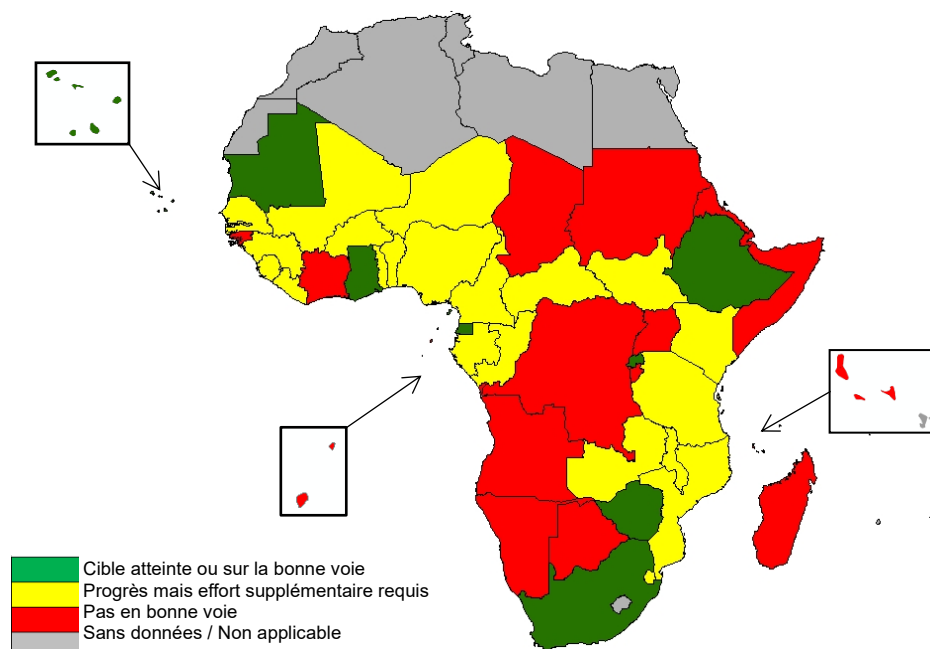
traitement prophylactique des femmes enceintes et distribution de moustiquaires à double imprégnation, ainsi que dépistage et traitement précoces.

La Banque mondiale elle-même a interprété comme suit les évaluations d'impact environnemental :

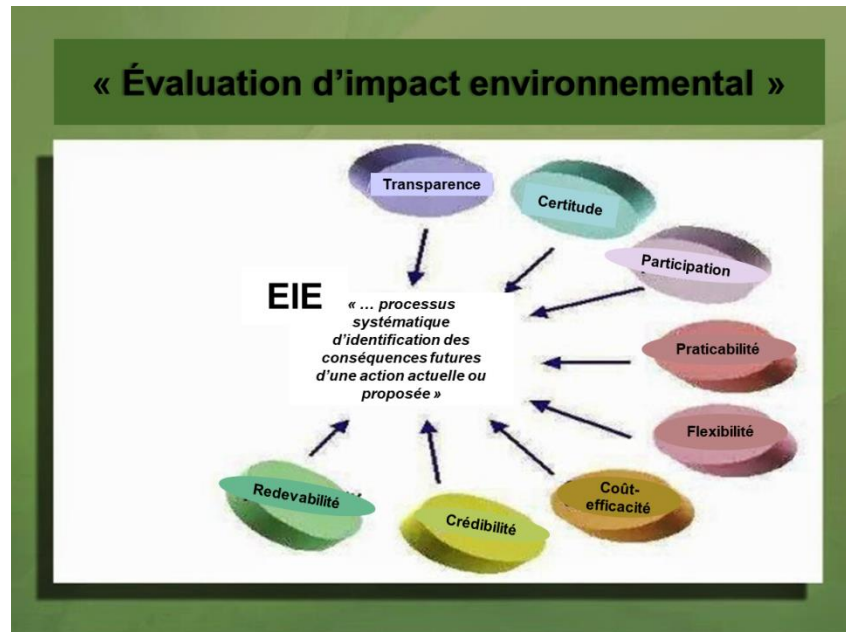
1. Identifier, prévoir et évaluer les incidences économiques, environnementales et sociales des activités de développement.
2. Renseigner sur les conséquences environnementales aux fins de la décision.
3. Promouvoir un développement environnementalement sain et approprié avec identification des autres solutions possibles et des mesures d'atténuation.

Peu de pays d'Afrique sont près de réduire l'incidence du paludisme d'au moins 75 % comme requis dans les objectifs de l'ONU et de la CUA. Aucun ne peut par conséquent entériner d'investissements qui n'atténueraient pas les conséquences néfastes, par exemple d'une augmentation des vecteurs de cette maladie mortelle.

En bonne voie de réduire l'incidence du paludisme d'au moins 75 % d'ici 2025 (par rapport à 2015)



Il faut par conséquent que la Banque mondiale intègre pleinement l'impact du contrôle vectoriel et des mesures d'atténuation dans tous les projets miniers, agricoles, d'infrastructure et autres qu'elle finance.



Autre axe de réflexion, l'investissement dans les femmes : la Banque mondiale s'est engagée à permettre l'accès de 300 millions de femmes supplémentaires à l'internet haut débit d'ici à 2030, ainsi qu'à étendre la protection sociale et à fournir des capitaux, respectivement, à 250 millions et à 80 millions de femmes en plus.

ALMA s'est employée, avec les pays, à l'élaboration de cartes de score au niveau de la FOSA et de la communauté, offrant d'excellents outils numériques qui, liés aux mères et aux femmes enceintes de la communauté, permettent d'assurer un accès rapide au contrôle vectoriel, à la détection et au traitement précoces du paludisme. L'intégration de ces outils à l'internet haut débit et les investissements de protection sociale mettront à l'abri plus de femmes et d'enfants et garantiront le succès de tous les investissements de protection sociale et en capitaux dans les plans des zones d'endémie palustre.



Au Ghana, discussion communautaire de la carte de score

DEUXIÈME TEST

D'après la Communauté pour le développement de l'Afrique australe (SADC), quelque 68 millions d'habitants de la région souffrent de la sécheresse associée au phénomène El Niño, qui a ravagé les récoltes et provoqué d'importantes pénuries alimentaires. Une demande d'assistance humanitaire chiffrée à 5,5 milliards de dollars a été lancée, mais les dons sont insuffisants.

Plus de 10 millions d'habitants d'Afrique de l'Est, centrale et de l'Ouest (au Kenya, en Tanzanie, en Érythrée, en Somalie, au Soudan, en Éthiopie, en RDC, au Tchad, au Niger et au Nigeria) ont par ailleurs subi l'assaut d'inondations dévastatrices cette année et des centaines de victimes y ont perdu la vie.

COP 29, à Bakou, s'est ouverte sur une demande par les pays en développement de 1 300 milliards d'aide annuelle pour faire face à ces types de crises climatiques et permettre aux pays d'en atténuer les profonds retentissements, tout en s'y adaptant.

Bien que la limite ait été finalement fixée à 300 milliards de dollars US par an seulement, il est instamment demandé aux pays de prévoir, d'une part, le contrôle vectoriel, le traitement prophylactique, la détection et l'approche thérapeutique précoces dans le contexte des inondations et, d'autre part, des programmes de nutrition intégrant le contrôle vectoriel, la détection et le traitement précoces.

TROISIÈME TEST

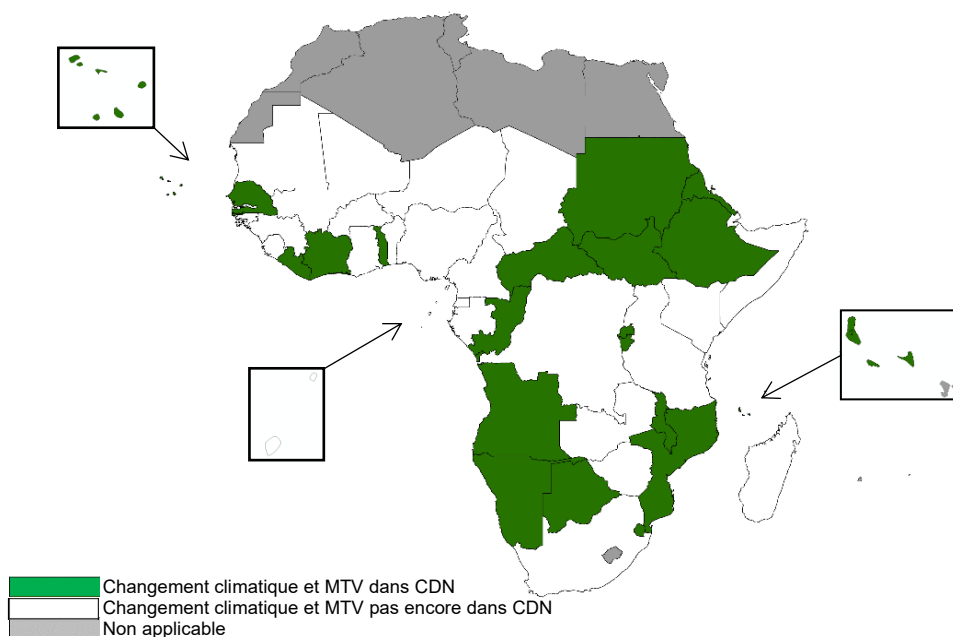
2025 sera l'année de la huitième reconstitution des ressources du Fonds mondial. S'agissant là, de loin, du plus grand bailleur de fonds affectés au contrôle et à

l'élimination du paludisme, ces ressources seront plus importantes que jamais si nous voulons redresser le cap vers l'élimination. Nous ne pouvons reculer devant rien pour assurer le succès de la reconstitution.

ASSISTANCE D'ALMA :

ALMA se tient prête à aider les pays à évaluer, en termes d'investissements, les implications des augmentations imputables au changement climatique, sur le plan des vecteurs du paludisme, dans différents secteurs.

Changement climatique et maladies à transmission vectorielle (MTV) dans les contributions déterminées au niveau national (CDN)



Source : Carte de score d'ALMA - 3^e trimestre 2024

La désignation employée et la présentation d'information sur ces cartes n'impliquent l'expression d'aucune opinion de la part d'ALMA concernant la situation juridique d'aucun pays, territoire ou région sous son autorité ou concernant la délimitation de ses frontières ou limites.

Les CDN de nombreux pays, de même que les investissements dans les différents secteurs, ne tiennent actuellement pas compte de l'approche prophylactique du paludisme, du contrôle vectoriel, de l'infection palustre et de son traitement.

CONCLUSION

La communauté de la lutte contre le paludisme a convenu de la nécessité d'une « forte impulsion » dans le monde si l'on veut atteindre les objectifs 2030 et éliminer le paludisme sur le continent africain. Cette impulsion exige de la part de tous les pays et de tous les partenaires de développement, un engagement et une action concertés au niveau communautaire, national, régional et mondial.

Il faudra mettre à contribution une nouvelle science et innovation, porter à l'échelle les interventions efficaces et recourir aux approches intégrées, tout en mobilisant l'engagement général des parties prenantes et la participation active des jeunes et des communautés. Les partenaires non traditionnels devront être de la partie, de même que le renforcement de la recherche et de la capacité de production sur le continent africain.

Peut-être la question la plus importante est-elle aujourd'hui : si pas maintenant, quand ? L'heure d'une génération sans paludisme a sonné !